

Direction Départementale des
Territoires et de la Mer de l'Hérault
DDTM 34

Service Eau et Risques

Unité Prévention des Risques
Naturels et Technologiques

Le Préfet de la région Languedoc-Roussillon,
Préfet de l'Hérault,

ARRÊTÉ n° *2011-03-00561*
en date du *10 mars 2011*

portant mise à l'enquête publique des plans de prévention des
risques d'inondation (PPRI) des communes du bassin versant
de Thau:

Balaruc-les-Bains, Balaruc-le-Vieux, Bouzigues, Frontignan,
Gigean, Loupian, Marseillan, Mèze, Mireval, Montbazin, Pinet,
Pomerols, Poussan, Sète, Vic-la-gardiole et Villeveyrac.

VU le Code de l'Environnement et notamment ses articles L. 562-1 à L.562-9 et R 562-1 à R 562-10 relatifs aux Plans de Prévention des Risques Naturels,

VU l'arrêté préfectoral n° 2007/01/1926 du 12 septembre 2007 prescrivant l'élaboration de Plans de Prévention des Risques d'Inondation sur le territoire des communes du bassin versant de Thau : Balaruc-les-Bains, Balaruc-le-Vieux, Bouzigues, Frontignan, Gigean, Loupian, Marseillan, Mèze, Mireval, Montbazin, Pinet, Pomerols, Poussan, Sète, Vic-la-gardiole et Villeveyrac.

VU le Code de l'Environnement, notamment ses articles L 123-1 et suivants ; R123-6 et suivants relatifs à l'enquête publique,

VU l'ordonnance du 09 février 2011 n° E 11000024 / 34 du Tribunal Administratif de Montpellier désignant la Commission d'enquête suivante:

- Président : Monsieur Marcel BOURCELOT
- Assesseur : Monsieur BESSIERE
- Assesseur : Monsieur Bruno DE COURTOIS

VU l'arrêté donnant délégation de signature à Madame Mireille Jourget , Directrice Départementale des Territoires et de la Mer,

ARRÊTÉ :

ARTICLE 1 : - Il sera procédé à des enquêtes publiques sur les projets de Plans de Prévention des Risques d'Inondation, qui auront lieu du **04 avril 2011 au 06 mai 2011** sur le territoire des communes de Balaruc-les-Bains, Balaruc-le-Vieux, Bouzigues, Frontignan, Gigean, Loupian, Marseillan, Mèze, Mireval, Montbazin, Pinet, Pomerols, Poussan, Sète, Vic-la-gardiole et Villeveyrac. Le siège de chaque enquête est la mairie de la commune concernée.

ARTICLE 2 : - Au moins un membre de la Commission d'enquête siégera dans les mairies, où toutes observations lui seront adressées, selon le calendrier suivant:

- lundi 4 avril 2011 de 9 h à 12 h à Mèze
- mardi 5 avril 2011 de 9 h à 12 h à Mireval
- mardi 5 avril 2011 de 14 h à 17 h à Vic-la-Gardiole
- jeudi 7 avril 2011 de 9 h à 12 h à Marseillan
- jeudi 7 avril 2011 de 9 h à 12 h à Balaruc-le-Vieux
- jeudi 7 avril 2011 de 14 h à 17 h à Balaruc-les-Bains
- lundi 11 avril 2011 de 9 h à 12 h à Pinet
- jeudi 14 avril 2011 de 9 h à 12 h à Montbazin
- jeudi 14 avril 2011 de 14 h à 17 h à Poussan
- jeudi 14 avril 2011 de 14 h à 17 h à Sète
- lundi 18 avril 2011 de 9 h à 12 h à Bouzigues
- mercredi 20 avril 2011 de 9 h à 12 h à Frontignan
- mercredi 20 avril 2011 de 9 h à 12 h à Gigean
- mardi 26 avril 2011 de 14 h à 17 h à Sète
- mercredi 27 avril 2011 de 9 h à 12 h à Frontignan
- jeudi 28 avril 2011 de 9 h à 12 h à Pomerols
- vendredi 29 avril 2011 de 9 h à 12 h à Loupian
- vendredi 29 avril 2011 de 14 h à 17 h à Villeveyrac
- lundi 2 mai 2011 de 9 h à 12 h à Mèze
- mardi 3 mai 2011 de 14 h à 17 h à Frontignan
- vendredi 6 mai 2011 de 9 h à 12 h à Sète
- vendredi 6 mai 2011 de 14 h à 17 h à Marseillan

ARTICLE 3 : - Les pièces du dossier ainsi que des registres d'enquête à feuillets non mobiles, côtés et paraphés par la Commission d'enquête seront déposés dans les mairies des communes concernées du **4 avril 2011 au 6 mai 2011**, aux heures et jours d'ouverture habituels des bureaux, afin que chacun puisse en prendre connaissance et consigner éventuellement ses observations sur le registre ou les adresser par écrit à la Commission d'Enquête.

ARTICLE 4 : - A l'expiration du délai fixé ci-dessus, le registre de chaque enquête publique sera clos et signé par les maires concernés, et transmis dans les vingt-quatre heures avec le dossier d'enquête, à la Commission d'enquête. Celle-ci adressera l'ensemble avec les rapports et ses conclusions motivées sur les projets de PPRI au Préfet de l'Hérault (Direction Départementale des Territoires et de la Mer), dans un délai de 30 jours à compter du **9 mai 2011**.

ARTICLE 5 : - Une copie des rapports de la Commission d'enquête et de ses conclusions seront déposées et consultables dans les mairies concernées, ainsi qu'à la Direction Départementale des Territoires et de la Mer de l'Hérault, Service Eaux et Risques – Unité Prévention des Risques Naturels et Technologiques, au 233 rue Guglielmo Marconi – le Millénaire – 34 000 MONTPELLIER, pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

ARTICLE 6 : - A l'issue des procédures de ces enquêtes prévues au présent arrêté, les plans de prévention des risques d'inondation des communes concernées seront approuvés par arrêtés du Préfet de l'Hérault.
Toute information peut être obtenue auprès de la DDTM 34.

ARTICLE 7 : - Le présent arrêté et l'avis de l'ouverture des enquêtes seront affichés dans toutes les mairies concernées et publiés par tout autre procédé en usage dans les communes concernées, et ces mesures seront justifiées par un certificat des maires.

La DDTM 34 est chargée de faire publier un avis sous forme de communiqué quinze jours au moins avant les enquêtes et un avis de rappel dans les huit premiers jours, insérés en caractères apparents dans le "Midi-Libre" et "L'Hérault du Jour".

ARTICLE 8 : Une copie du présent arrêté sera adressée:

- au Secrétaire Général de la Préfecture,
- à monsieur le Sous-Préfet de Béziers,
- aux maires des communes de Balaruc-les-Bains, Balaruc-le-Vieux, Bouzigues, Frontignan, Gignan, Loupian, Marseillan, Méze, Mireval, Montbazin, Pinet, Pomerols, Poussan, Sète, Vic-la-gardiole et Villeveyrac,
- à madame la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement du Languedoc-Roussillon,
- aux membres de la Commission d'enquête,
- à monsieur le Délégué aux Risques Majeurs du Ministère en charge de l'Ecologie et du Développement Durable.

ARTICLE 9 :

Le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Hérault, la Directrice Départementale des Territoires et de la Mer, les maires des communes concernées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de l'Hérault.

Pour le Préfet et par délégation ,
La Directrice Départementale des
Territoires et de la Mer



Mireille JOURGET